

REPUBLIQUE DE CÔTE
D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG numéro 0150/2019

Jugement Contradictoire
du Lundi 04 Février 2019

Affaire :

Monsieur HASSANE ASSANE,
(SCPA AKRE & KOUYATE)

Contre

LA SOCIETE PLASTICA

MAITRE ALIMA JOHN

Décision :

Statuant publiquement,
contradictoirement et en premier ;

Déclare irrecevable l'action de
Monsieur HASSANE ASSANE pour
défaut de tentative de règlement
amiable préalable ;

Le condamne aux dépens.

5^{ème} CHAMBRE

AUDIENCE PUBLIQUE DU LUNDI 04 FEVRIER 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son
audience publique ordinaire du Lundi quatre février de
l'an Deux Mille dix-neuf, tenue au siège dudit Tribunal, à
laquelle siégeaient :

Monsieur BOUAFFON OLIVIER, Vice-Président
du Tribunal, Président ;

**Messieurs DOUA MARCEL, SAKO
KARAMOKO FODE, BERET DOSSA ADONIS et TUO
ODANHAN AKAPKO**, Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître KOUASSI KOUAME
France WILFRIED**, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la
cause entre :

Monsieur HASSANE ASSANE, né le 21 Juillet 1964
Abidjan, Responsable de logistique à la retraite,
demeurant à Abidjan Marcory, CP 23 BP 320 Abidjan ;

Demandeur, comparaissant et concluant par le canal de
son conseil, (SCPA AKRE & KOUYATE), Avocats à la
Cour ;

D'une part ;

Et

LA SOCIETE PLASTICA, Sarl au capital de
800 000 000 f CFA, dont le siège social est à Abidjan
KOU MASSI, Zone Industrielle, 05 BP 2160 ABIDJAN
05, tél : 21 75 73 80/81 Agissant aux poursuites et
diligences de son représentant légal, monsieur ABBAS
BADDREDINE, son gérant, demeurant es-qualité audit
siège social ;

Défenderesse, comparaissant et concluant par le
canal de son conseil, Maître ALIMA JOHN, Avocats à la
Cour ;



D'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du 14/01/2019, l'affaire a été appelée et renvoyée plusieurs fois dont la dernière date le 28/01/2019 ;

A cette date, le tribunal a mis la cause en délibéré le 04/02/2019 ;

Advenue ladite audience, le Tribunal a vidé le délibéré en rendant le Jugement dont la teneur suit :

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Oui les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

**FAITS, PROCEDURE, MOYENS ET PRETENTIONS
DES PARTIES**

Par exploit d'huissier en date du 7 janvier 2019, Monsieur HASSANE ASSANE ayant pour conseil SCPA AKRE et KOYATE a servi assignation à la société PLASTICA ayant pour conseil Maître ALIMA JOHN, Avocat à la Cour d'avoir à comparaître devant le Tribunal de commerce d'Abidjan pour, est-il dit dans l'exploit :

- Recevoir Monsieur HASSANE ASSANE en son action ;
- L'y dire bien fondée ;
- Constater que la société PLASTICA reste devoir la somme de 33.748.450 F/CFA à Monsieur HASSANE ASSANE au titre de sa commission des mois d'octobre, novembre et décembre 2018 ;
- La condamner à lui payer ladite somme ;
- La condamner également paiement de la somme de 20.000.000 F/CFA à titre de dommages-intérêts pour mauvaise exécution voire retard dans l'exécution de son obligation contractuelle ;
- Assortir la décision à intervenir de l'exécution de l'exécution provisoire ;
- Condamner la défenderesse aux dépens ;

Au soutien de son action, Monsieur HASSANE ASSANE expose que par son entremise, la société PLASTICA a

signé un contrat de fourniture de casiers plastiques avec la société SOLIBRA courant année 2015 ;

Il indique qu'il a découvert par le biais de la société SOLIBRA qui lui a adressé copies des bordereaux de livraison, que 100.000 casiers ont été dissimulés par la société PLASTICA ;

Il mentionne en effet que celle-ci devait livrer 210.000 casiers à la société SOLIBRA et lui avait fait croire qu'elle n'a livré que 110.000 casiers ;

Il ajoute que ce jour, la société PLASTICA lui a versé une commission de 7.500.000 F/CFA au lieu de 15.000.000 F/CFA ;

Il affirme que la société PLASTICA reste lui devoir les commissions des mois de novembre et de décembre 2018 soit 7.500.000 F/CFA, 13.248.450 F/CFA et 13.000.000 F/CFA ;

Il allègue qu'en dépit du courrier de tentative de règlement amiable en date du 30 novembre 2018 qu'elle lui a adressé, la société PLASTICA est demeurée silencieuse ;

Il sollicite par conséquent la condamnation de la société PLASTICA à lui payer les sommes d'argent sus indiqués ;

La société PLASTICA excipe de l'irrecevabilité de l'action pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

Elle relève que par courrier en date du 30 octobre 2018, Monsieur HASSANE ASSANE via son conseil a adressé à la société PLASTICA une demande de règlement amiable préalable sans produire le moindre mandat ;

En cours de procédure, Monsieur HASSANE ASSANE produit au dossier une correspondance en date du 28 novembre 2018 qualifiée de mandat spécial ;

DES MOTIFS

Sur le caractère de la décision

La Société PLASTICA ayant été assignée à son siège social, il convient de statuer contradictoirement ;

Sur le taux du ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs. » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige qui est de 53.748.450 F/CFA excédant la somme de 25.000.000 F /CFA, il sied de statuer en premier ressort ;

Sur l'exception d'irrecevabilité de l'action

La société PLASTICA excipe de l'irrecevabilité de l'action pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

Elle précise que le mandat spécial du conseil de Monsieur HASSANE ASSANE fait défaut ;

Aux termes de l'article 5 de loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *La tentative de règlement amiable est obligatoire avant toute saisine du tribunal de commerce et se tient entre les parties par elles-mêmes, ou avec l'intervention d'un tiers, dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation. » ;*

Aux termes de l'article 41 de la loi sus indiquée énonce que : « *Si les parties n'ont entrepris aucune diligence en vue de parvenir à un règlement amiable, le tribunal déclare l'action irrecevable. » ;*

Il s'induit de ces deux textes que la tentative de règlement amiable préalable est, sous peine d'irrecevabilité de l'action, obligatoire avant toute saisine du Tribunal de commerce ;

En l'espèce, il est constant que la correspondance en date du 30 novembre 2018 du conseil de Monsieur HASSANE ASSANE adressée à la société PLASTICA, n'est pas accompagnée d'un mandat donné par Monsieur HASSANE ASSANE habilitant son conseil à

diligenter en ses lieux et place la tentative de règlement amiable préalable ;

Au demeurant, le courrier en date du 28 novembre 2018 produit par le conseil de Monsieur HASSANE ASSANE pour, dit-il, justifier son habilitation, est intervenu postérieurement à la saisine du Tribunal de commerce de céans, donc inopérant ;

Il s'ensuit que la tentative de règlement amiable préalable diligentée par le conseil de Monsieur HASSANE ASSANE n'est pas conforme aux exigences des textes sus visés ;

Dès lors, il sied de déclarer l'action irrecevable pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

Sur les dépens

Monsieur HASSANE ASSANE succombant, il convient de le condamner aux dépens de l'instance ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ;

Déclare irrecevable l'action de Monsieur HASSANE ASSANE pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

Le condamne aux dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcer publiquement, les jour, mois et an que dessus.

Et ont signé le Président et le Greffier.

NRQCS 00282816

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le.....06 JUN 2019.....
REGISTRE A.J. Vol.....45.....F°.....43.....
N°.....890.....Bord.....3421.....32.....

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de

l'Enregistrement et du Timbre

